

Réduction d'impôt en cas d'apport en numéraire au capital des sociétés

1

Dans le cadre de la création d'une société ou d'une augmentation de capital, les personnes physiques qui effectuent des versements en numéraires peuvent bénéficier d'une réduction d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

1) Réduction d'impôts sur le revenu

Au préalable, il faut respecter plusieurs conditions :

- Siège social de la société : celui-ci doit être situé dans un état membre de la communauté européenne, en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein,
- Date de création de la société : moins de 5 ans et être en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion,
- Taille de la société : chiffre d'affaires ou total du bilan inférieur à 10 M€ ou employer moins de 50 salariés,
- Effectif salarié : au moins 2 salariés à la clôture de l'exercice qui suit celui de la souscription,
- Activité de la société : la société ne doit pas exercer une activité limitée à la gestion de son propre patrimoine ou immobilier,
- Régime fiscal de la société : la société doit être soumise à l'impôt sur les sociétés et, depuis le 1er janvier 2016, elle peut être soumise à l'impôt sur le revenu,
- Durée de détention des titres : les titres doivent être détenus au moins jusqu'au 31 décembre de la 5^{ème} année suivant celle de la souscription et l'achat des titres ne doit pas donner lieu à remboursement avant la 7^{ème} année suivant la souscription.

Réduction d'impôts :

Si les conditions ci-dessus énumérées sont respectées, la réduction d'impôts sur le revenu est égal à 18% des versements effectués au titre de l'ensemble des souscriptions éligibles dans la limite annuelle de :

- 50.000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés
- 100.000 € pour les contribuables mariés ou liés par un pacs soumis à une imposition commune.

Limitation de la réduction :

Le total des avantages fiscaux dont peuvent bénéficier un contribuable sont plafonnés à 10.000 € à compter de l'imposition des revenus de 2013.

2) Impôt de solidarité sur la fortune :

- conditions

Les conditions à respecter sont les mêmes que celles prévues pour la réduction de l'impôt sur les revenus sauf en ce qui concerne la taille de la société qui autorise un chiffre d'affaires de 50 M€ ou un total de bilan inférieur à 43 M€ et employer moins de 250 salariés.

Toutefois, 2 dispositions nouvelles ont été prises depuis le 1er janvier 2016 :

1. Jusqu'au 31 décembre 2015, toute personne pouvait bénéficier du dispositif de réduction d'impôt en cas de souscription en numéraire effectuée à l'occasion d'une augmentation de capital. Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'article 885- 0 V bis du CGI réserve ce dispositif aux redevables qui ne sont ni associé ni actionnaires.
2. Les dirigeants associés ou actionnaires des sociétés existantes au 1er janvier 2016 continuent de pouvoir bénéficier de la réduction d'impôt ISF à la double condition qu'ils aient bénéficié de cette réduction lors de leur premier investissement au capital de la société et que la société ne devienne pas liée à une autre du fait de l'augmentation de capital.

Réduction d'impôts

Le montant de la réduction de l'ISF pour souscription au capital de PME est égal à 50% des apports effectués au capital initial ou aux augmentations de capital sans pouvoir excéder 45.000 €.

3) Cumul entre réduction IRPP/ISF :

Pour un même apport éligible aux deux dispositifs, il n'est pas possible de cumuler les réductions d'impôts (IRPP et ISF).

Toutefois, il est possible d'aménager la répartition entre les deux dispositifs.

Gabriel NAWAWI
Conseil en Transmission
Directeur Général
Transmission & Conseil